

Recherches sociographiques



Le Québec : une ville à inventer

Gérald Fortin

Volume 9, numéro 1-2, 1968

L'urbanisation de la société canadienne-française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055388ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055388ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, G. (1968). Le Québec : une ville à inventer. *Recherches sociographiques*, 9(1-2), 11–21. <https://doi.org/10.7202/055388ar>

Résumé de l'article

Faisant le bilan des études urbaines portant sur le Québec, Yves Martin signalait, lors de notre premier colloque de 1962, la présence de plusieurs études particulières, surtout de type historique, et de certains essais qui tentaient une définition générale du processus d'urbanisation. Il regrettait toutefois qu'il n'existât pratiquement aucune relation entre ces études proprement monographiques et ces hypothèses globales. Ce manque de liaison, par ailleurs, se faisait surtout sentir dans le domaine de l'organisation sociale et politique ainsi que dans le domaine de la culture. La ville en tant que principe d'organisation de notre société était affirmée sans être analysée, ni de façon empirique, ni même de façon théorique.

Déjà, en 1962, l'urbanisation et le phénomène urbain québécois apparaissaient comme objet d'étude particulièrement fructueux pour l'un de nos colloques. L'objectif de ces colloques, en effet, est d'essayer d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche ou de consolider ceux qui sont encore embryonnaires. Comme dans le cas des colloques précédents, il ne s'agit pas, cette fois non plus, d'apporter une solution définitive à l'analyse de l'urbanisation mais plutôt d'essayer de structurer de façon un peu plus précise les avenues qui pourraient être fructueuses pour les chercheurs contemporains et futurs.

Par ailleurs, en six ans, la situation décrite par Yves Martin et son commentateur Louis Trotier a évolué dans deux sens. Des études empiriques et monographiques ont été accomplies pour combler les lacunes graves au point de vue de l'organisation sociale et politique de même qu'au point de vue de la mentalité. C'est à partir de certains faits vérifiés et qui sont présentés dans les travaux de ce colloque que nous pourrions maintenant commencer à discuter des problèmes. Nous avons dépassé l'étape des questions purement académiques et théoriques. D'autre part, la société québécoise elle-même s'interroge de plus en plus sur son caractère urbain et commence à découvrir les véritables dimensions de sa transformation profonde ainsi que les véritables questions que son urbanisation pose à son devenir. Non seulement la problématique des hommes de science devient-elle plus concrète, mais elle commence à se rapprocher d'une problématique que la société dans son ensemble est en train d'élaborer.

Ce rapprochement de la pensée scientifique et de la pratique politicosociale dépasse le phénomène de l'urbanisation et donne à la pensée scientifique, en particulier à la pensée des sciences humaines, un dynamisme nouveau. Il lui propose un défi tout à fait particulier. Nous ne pouvons plus nous contenter de décrire les phénomènes, nous devons chercher à faire de la prospective et, pour autant, à déterminer les grandes lignes qui deviendront les axes fondamentaux de notre développement. Je tomberai peut-être dans le vice de la «spéculation» dénoncé par Yves Martin en 1962, mais j'ose espérer que les propos qui suivent, tout en restant spéculatifs, s'appuieront à la fois sur les études nouvelles qui ont été faites depuis quelques années et sur la problématique sociétale qui semble se développer dans notre milieu.

Malgré certains retards dus à la conjoncture ou malgré certaines impatiences d'individus ou de groupes plus clairvoyants, il semble acquis que le Québec, comme toute société moderne, est une société qui se donne comme objectif premier le développement et le contrôle de ce développement. La caractéristique la plus fondamentale de toute société moderne est d'être une société qui veut bâtir son devenir à partir de sa propre définition de ce qu'elle veut être. L'évolutionnisme ou le déterminisme historique et social cède le pas au volontarisme sociétal. Dans ce contexte, l'urbanisation ou du moins certains styles d'urbanisation ne paraissent plus comme des nécessités inéluctables mais plutôt comme la résultante de certains choix. Sans doute, le choix des orientations urbaines à prendre est-il limité par un très grand nombre de contraintes historiques, économiques, sociologiques. Mais à l'intérieur de ces contraintes, plusieurs possibilités demeurent et il nous reste à déterminer collectivement laquelle ou lesquelles sont désirables pour la société québécoise.

Dans ces propos préliminaires, nous chercherons donc à nous interroger à la fois sur notre connaissance de ce qu'a été et de ce qu'est le phénomène urbain québécois et sur notre connaissance de ce qu'il sera ou pourrait être. En d'autres termes, je voudrais que ce colloque cherche non seulement à déterminer ce qui est institutionnalisé dans le phénomène urbain et dans le processus d'urbanisation, mais encore ce qu'il s'inquiète et qu'il recherche les innovations sociales encore mal définies qui contiennent déjà l'embryon des institutions futures possibles.

Ces interrogations, je voudrais les diriger sur trois objets qui sont loin d'épuiser toutes les questions que l'urbanisation du Québec pose et posera, mais qui m'apparaissent comme les plus urgentes. Il s'agit du réseau du tissu urbain; du mode de vie urbain; du système politique qui animera à la fois ce tissu et cette vie urbaine.

LE QUÉBEC: UNE VILLE À INVENTER

Faisant le bilan des études urbaines portant sur le Québec, Yves Martin signalait, lors de notre premier colloque de 1962, la présence de plusieurs études particulières, surtout de type historique, et de certains essais qui tentaient une définition générale du processus d'urbanisation.¹ Il regrettait toutefois qu'il n'existât pratiquement aucune relation entre ces études proprement monographiques et ces hypothèses globales. Ce manque de liaison, par ailleurs, se faisait surtout sentir dans le domaine de l'organisation sociale et politique ainsi que dans le domaine de la culture. La ville en tant que principe d'organisation de notre société était affirmée sans être analysée, ni de façon empirique, ni même de façon théorique.

Déjà, en 1962, l'urbanisation et le phénomène urbain québécois apparaissaient comme objet d'étude particulièrement fructueux pour l'un de nos colloques. L'objectif de ces colloques, en effet, est d'essayer d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche ou de consolider ceux qui sont encore embryonnaires. Comme dans le cas des colloques précédents, il ne s'agit pas, cette fois non plus, d'apporter une solution définitive à l'analyse de l'urbanisation mais plutôt d'essayer de structurer de façon un peu plus précise les avenues qui pourraient être fructueuses pour les chercheurs contemporains et futurs.

Par ailleurs, en six ans, la situation décrite par Yves Martin et son commentateur Louis Trotier a évolué dans deux sens. Des études empiriques et monographiques ont été accomplies pour combler les lacunes graves au point de vue de l'organisation sociale et politique de même qu'au point de vue de la mentalité. C'est à partir de certains faits vérifiés et qui sont présentés dans les travaux de ce colloque que nous pourrions maintenant commencer à discuter des problèmes. Nous avons dépassé l'étape des questions purement académiques et théoriques. D'autre part, la société québécoise elle-même s'interroge de plus en plus sur son caractère urbain et commence à découvrir les véritables dimensions de sa transformation profonde ainsi que les véritables questions que son urbanisation pose à son

¹ Yves MARTIN, « Les études urbaines », *Recherches sociographiques*, III, 1-2, janvier-août 1962, 119-129.

devenir. Non seulement la problématique des hommes de science devient-elle plus concrète, mais elle commence à se rapprocher d'une problématique que la société dans son ensemble est en train d'élaborer.

Ce rapprochement de la pensée scientifique et de la pratique politico-sociale dépasse le phénomène de l'urbanisation et donne à la pensée scientifique, en particulier à la pensée des sciences humaines, un dynamisme nouveau. Il lui propose un défi tout à fait particulier. Nous ne pouvons plus nous contenter de décrire les phénomènes, nous devons chercher à faire de la prospective et, pour autant, à déterminer les grandes lignes qui deviendront les axes fondamentaux de notre développement. Je tomberai peut-être dans le vice de la «spéculation» dénoncé par Yves Martin en 1962, mais j'ose espérer que les propos qui suivent, tout en restant spéculatifs, s'appuieront à la fois sur les études nouvelles qui ont été faites depuis quelques années et sur la problématique sociétale qui semble se développer dans notre milieu.

Malgré certains retards dus à la conjoncture ou malgré certaines impatiences d'individus ou de groupes plus clairvoyants, il semble acquis que le Québec, comme toute société moderne, est une société qui se donne comme objectif premier le développement et le contrôle de ce développement. La caractéristique la plus fondamentale de toute société moderne est d'être une société qui veut bâtir son devenir à partir de sa propre définition de ce qu'elle veut être. L'évolutionisme ou le déterminisme historique et social cède le pas au volontarisme sociétal.

Dans ce contexte, l'urbanisation ou du moins certains styles d'urbanisation ne paraissent plus comme des nécessités inéluctables mais plutôt comme la résultante de certains choix. Sans doute, le choix des orientations urbaines à prendre est-il limité par un très grand nombre de contraintes historiques, économiques, sociologiques. Mais à l'intérieur de ces contraintes, plusieurs possibilités demeurent et il nous reste à déterminer collectivement laquelle ou lesquelles sont désirables pour la société québécoise.

Dans ces propos préliminaires, nous chercherons donc à nous interroger à la fois sur notre connaissance de ce qu'a été et de ce qu'est le phénomène urbain québécois et sur notre connaissance de ce qu'il sera ou pourrait être. En d'autres termes, je voudrais que ce colloque cherche non seulement à déterminer ce qui est institutionnalisé dans le phénomène urbain et dans le processus d'urbanisation, mais encore qu'il s'inquiète et qu'il recherche les innovations sociales encore mal définies qui contiennent déjà l'embryon des institutions futures possibles.

Ces interrogations, je voudrais les diriger sur trois objets qui sont loin d'épuiser toutes les questions que l'urbanisation du Québec pose et posera, mais qui m'apparaissent comme les plus urgentes. Il s'agit du réseau du tissu urbain; du mode de vie urbain; du système politique qui animera à la fois ce tissu et cette vie urbaine.

LE TISSU URBAIN

En 1968, il semble plus ou moins acquis que le Québec soit une société urbaine. Par ailleurs, notre insistance collective à nous définir comme une société rurale a longtemps retardé l'acceptation de ce fait, comme elle a retardé l'analyse de la signification du réseau urbain qui a existé chez nous dès le début de la Nouvelle-France. Si le Québec est aujourd'hui urbain, il faut se demander comment s'est accomplie cette urbanisation, quelles étapes le processus d'urbanisation a suivies. Il faut peut-être se demander davantage quelle a été la signification économique et sociologique des villes, petites et grandes, du Régime français aussi bien que du Régime anglais. Comment allier cette affirmation de nous-mêmes comme société rurale, vivant dans des communautés agricoles isolées, avec les faits brutaux des recensements qui, selon les époques, reconnaissaient de 30 à 50 pour cent de la population comme urbaine ? Ces villes étaient-elles des enclaves dans une société rurale, le ghetto des « moutons noirs » et des « maudits » de notre société ? N'ont-elles pas plutôt été le véritable foyer, non seulement de cette société rurale que nous nous sommes plu à être, mais surtout de cette société urbaine que nous sommes devenus ? Déjà, les historiens nous font découvrir que les mouvements importants de pensée politique culturelle et idéologique sont nés dans ces villes. Même nos idéologues les plus ruralistes étaient des urbains.

Plus que l'histoire des villes individuelles et de leur contribution particulière à l'économique, au politique et au social, c'est l'histoire du réseau urbain qu'il faudrait continuer à approfondir et à expliciter. Comment ces villes, petites et grandes, ont-elles été reliées entre elles, et surtout, quelle a été la relation qui s'est établie entre ce réseau urbain et l'hinterland rural ? Ce n'est que très récemment que géographes et économistes définissent la région comme un espace structuré autour d'un pôle urbain. Mais ce retard dans la conceptualisation correspond-il vraiment à un retard dans la situation réelle ou ne correspond-il pas plutôt à un biais idéologique ?

N'étant ni historien ni géographe, je peux, à ce sujet, plutôt poser des questions qu'apporter des réponses. Il m'apparaît toutefois qu'il est extrêmement important, si l'on veut reconsidérer le processus d'urbanisation à partir du phénomène des réseaux, de dissocier deux termes qui souvent sont jumelés lorsqu'on parle de l'urbanisation du Québec : ceux d'industrialisation et d'urbanisation. Sans doute l'industrialisation, surtout celle du ^{xx}e siècle, a-t-elle accéléré le processus d'urbanisation en même temps qu'elle donnait une nouvelle signification au réseau urbain. Reste-toutefois l'étude du réseau urbain à celle du réseau industriel me semble une simplification outrée.

Je ne voudrais pas développer ici une hypothèse que j'ai déjà proposée ailleurs, mais il me semble que l'on peut distinguer au moins trois grandes

phases historiques dans le processus d'urbanisation du Québec.¹ La première phase, qui pourrait s'étendre jusqu'à la fin du XIX^e siècle, serait caractérisée par un réseau urbain dont la fonction principale est une fonction commerciale et administrative. Cette définition administrative et commerciale du réseau urbain me semble cependant déjà restrictive en ce sens qu'elle ne tient pas compte du rôle de Québec et de Montréal dans l'ensemble du territoire. Même à la lecture des manuels d'Histoire du Canada du cours primaire, il semble que l'histoire de la Nouvelle-France se résume à l'histoire de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal. Bien que dominés économiquement par l'élément anglais, le Québec et le Montréal du XVIII^e et du XIX^e siècles ont certainement continué à jouer un rôle fondamental dans toute la structuration de l'économie et des relations sociales du Bas-Canada et de la province de Québec. À ces deux villes-pivots se sont lentement ajoutées une série de petites villes dont le rôle a peut-être été surtout de structurer un hinterland rural. Celui-ci était composé de communautés relativement isolées mais qui ont certainement joué un rôle important dans la constitution d'un tissu social continu depuis les paroisses les plus reculées jusqu'à Québec ou Montréal. Sans la présence de ce tissu urbain, il est impossible de comprendre comment, en vingt ans, le Québec est devenu une immense ville à concentration plus ou moins forte, comme nous le soulignerons plus tard.

Répetons-le: si l'on exclut Montréal et Québec, et dans ce cas il faut surtout exclure Montréal, l'industrialisation qui a créé certainement des centres urbains éparpillés un peu partout dans la province n'a pas transformé fondamentalement le réseau urbain pré-existant. Ces villes industrielles se sont situées soit près des sources de matières premières, soit dans des régions où une main-d'œuvre à bon marché était abondante. Sauf en d'assez rares exceptions où les problèmes économiques de transport de la matière première étaient très graves, ces villes industrielles ont eu tendance à se conjuguer avec les centres administratifs et commerciaux déjà existants. À très peu d'exceptions près, l'industrialisation n'est venue que consolider un réseau urbain déjà existant, en lui ajoutant une nouvelle fonction, celle d'offrir des marchés de travail intéressants à une population rurale économiquement sous-développée. Cette nouvelle fonction a eu cependant une conséquence importante: renforcer la trame des tissus urbains et accélérer les échanges entre la population rurale et ses noyaux urbains.

L'étape suivante, qui date d'à peine vingt ans, a été de faire des centres urbains des centres de consommation directe. Jusqu'à ce moment, une certaine solution de continuité existait entre la ville et la campagne, entre les centres urbains et l'hinterland desservi par ces centres urbains. Depuis que la ville est devenue centre direct de consommation, la con-

¹ Gérard FORTIN, « Le Québec, société urbanisée », *Relations*, 309, octobre 1966, 259-261.

tinuité est presque parfaite entre ville et campagne, ce qui permet maintenant de parler de ville-région et d'écarter la distinction traditionnelle entre urbain et rural.

Je ne veux pas revenir sur cette notion de ville-région que j'ai déjà soumise ailleurs et qui me permettait de définir le Québec comme un réseau de 20 à 30 grandes villes à densité variable.¹ Nous devons toutefois y faire brièvement allusion lorsque nous parlerons du mode de vie urbain.

En même temps que prend place ce processus de régionalisation des villes, c'est-à-dire de la constitution d'un tissu urbain s'étendant sur tout le territoire, nous apparaît un autre phénomène capital d'urbanisation. Il s'agit de la concentration de plus en plus rapide de la population dans le centre métropolitain de Montréal. Jusqu'à maintenant, le processus d'urbanisation a été un processus de concentration de population. Certains sociologues définissent la ville d'abord comme une concentration de population. Si nous voulons non seulement examiner ce qu'a été l'urbanisation chez nous mais aussi ce qu'elle pourrait être, il m'apparaît que c'est là un postulat qu'il faut remettre complètement en cause. La création des villes ou, de façon plus générale, le phénomène de concentration de la population, est un processus dont la nécessité est historique plutôt qu'inexorable. Nécessité militaire, si l'on songe aux villes du Moyen âge, nécessité économique et technique, si l'on songe aux villes de l'ère industrielle. Par ailleurs, les changements dans les techniques, surtout dans les techniques de transport, donnent à la ville une allure différente. La ville de l'automobile et de l'énergie électrique ou atomique n'est plus la ville du chemin de fer et du charbon. On pourrait même se demander si le processus actuel de croissance des villes, loin d'être un processus de concentration, n'est pas plutôt un processus de dilution. Sans doute une ville comme Montréal conserve-t-elle encore un centre, mais si l'on examine des villes comme Québec ou les conurbations du Saguenay ou du Saint-Maurice, le centre urbain semble disparaître. Les activités qui, traditionnellement, étaient des activités du centre, se déplacent vers la périphérie, vers les banlieues. On peut même se demander si le centre montréalais réussira à rester véritablement un centre à mesure que, là aussi, les activités se déplacent vers la périphérie ou à mesure que l'on songe à créer un centre nouveau ou secondaire dans l'est de la ville. En se généralisant, l'urbanisation semble être en voie de détruire les villes. On pourrait accumuler une série de faits indiquant ces transformations et cette destruction de la ville au sens classique,— par exemple, la concentration dans la « zone de transition » des habitations pour célibataires et pour la population âgée. Contrairement au modèle qu'a proposé l'« École de Chicago », les couches concentriques ne se font

¹ Gérald FORTIN, *Le défi d'un monde rural nouveau*, Publication n° 4, Conseil de la recherche en économie agricole du Canada, Ottawa, 1966.

plus en fonction des occupations ou du revenu mais semblent se faire en fonction de l'âge et du stade d'évolution des familles.

Plutôt que de concevoir la construction actuelle de nos villes (qui, de toute façon, sont nos villes de demain) selon des modèles que nous avons hérités d'une technologie dépassée depuis cinquante ans, ne vaudrait-il pas mieux songer à définir la sorte de ville que nous voulons à partir des technologies que nous possédons déjà et de la technologie que déjà les rapports ou la prospective des techniciens nous laissent entrevoir ? La fonction du centre d'une ville totale doit-elle demeurer une fonction de production ou même une fonction commerciale par rapport à la consommation de masse ? Il semble que, déjà dans les faits, la réponse soit négative. Quelle est alors la fonction, quelles sont les fonctions que l'on peut lui donner s'il est encore nécessaire de garder un centre ? Je me permets de soumettre que la fonction réelle des centres de villes, dans une société totalement urbanisée, est double. C'est d'abord une fonction de production et de consommation des biens culturels, intellectuels et artistiques. C'est ensuite, et de façon tout à fait articulée, une fonction ludique. Sans doute la civilisation des loisirs dont on se plaît à nous répéter qu'elle est maintenant devenue la nôtre, va supposer des espaces verts et des formes de loisirs qui remettent l'homme en contact avec la nature. Personnellement, je croirais qu'une société totalement urbanisée devra insérer au niveau de la vie quotidienne l'espace vert et la nature. Mais ce n'est là qu'une dimension et peut-être une des dimensions les plus secondaires de ce que peut signifier une véritable société de loisirs. Le loisir, dans une société industrielle ou post-industrielle — comme on se plaira à l'appeler — sera hautement intellectualisé et relié à des consommations non pas « de masse » mais artisanales. Cette société aura aussi à redécouvrir ou à réinventer la fête. Le centre de ville en sera sans doute le lieu privilégié.

Ce réaménagement des centres urbains soulève un problème très concret dont on se préoccupe de plus en plus : celui du réaménagement des quartiers pauvres de la zone de transition de même que celui du relogement des populations de ces zones. Ce problème de rénovation urbaine des zones de transition prend toutefois un aspect différent selon que l'on songe à faire du centre un lieu de concentration des activités de production et de commercialisation de masse ou à en faire un lieu de création intellectuelle et un lieu de fête. Dans le premier cas, garder près du centre des habitations vétustes ou à coût modique semble une pure aberration économique. Dans le deuxième cas, c'est surtout une rénovation esthétique qui s'impose et le problème du relogement est beaucoup moins impératif. La présence de quartiers fortement intégrés près du centre peut devenir un facteur positif très important pour contribuer à l'intégration du centre lui-même.

Quoiqu'il en soit, l'urbanisation est au Québec un processus en marche. Nous pouvons décider soit de nous en servir pour construire notre nouvelle

société, soit de l'abandonner à son dynamisme propre, quitte à réparer les erreurs plus tard.

DEVONS-NOUS DEVENIR URBAINS ?

Même si le contexte physique de notre vie quotidienne est urbain, même si la plupart des conduites de cette vie quotidienne sont urbaines, sommes-nous devenus des urbains pour autant ? C'est là une question très souvent débattue, aussi bien parmi les sociologues que par tous les intellectuels du Québec. J'ai peur qu'il s'agisse là d'une fausse question qui nous vienne de deux sources aussi idéologiques l'une que l'autre. La première idéologie, qui nous est plus particulière, laisserait croire que nous sommes des ruraux à peine transplantés en ville. La deuxième idéologie qui, elle, est plus universelle et qui a été propagée par la sociologie et en particulier par la sociologie américaine, nous laisserait croire qu'il existe une mentalité ou un mode de vie propre à la ville. Les études récentes au Québec aussi bien qu'en France, en Angleterre et aux États-Unis, semblent démontrer que ce modèle abstrait de la société urbaine que nous a légué en particulier l'« École de Chicago » n'a aucune réalité, sauf celle d'être l'antithèse d'un modèle, non pas de société rurale, mais de société traditionnelle. Plutôt que de nous demander si nous sommes encore ruraux ou urbains par la mentalité ou par le mode de vie, il me semblerait plus juste de nous demander si nous sommes pré-industriels, industriels ou post-industriels sous le rapport de la mentalité et du mode de vie.

Ceci semble d'autant plus juste que, comme nous avons essayé de l'illustrer, c'est la société dans son ensemble qui est devenue urbaine au niveau écologique. Si l'urbain depuis trois générations, à Montréal, vibre aux chansons de Gilles Vigneault, il ne faut pas oublier que le rural depuis dix générations, à Saint-Rédempteur, vibre à la musique des *Beattles*. Il est très important de distinguer entre certaines formes de représentations collectives de type idéologique qui ont pu refuser la ville, qu'elle soit petite ou grande, et les valeurs et les attitudes collectives de la population comme telle. Il faut, en outre, placer le débat dans un contexte où la distinction entre rural et urbain, ou entre ville et campagne, est à toutes fins pratiques disparue et où non seulement la circulation des idées mais la circulation géographique est un phénomène acquis. Sans préjuger ici des autres analyses de ce colloque soit sur la famille, soit sur les quartiers, soit sur les loisirs, j'aimerais simplement rappeler quelques faits qui me laissent perplexe devant la question de savoir si nous sommes ou non urbains et qui, pour autant, m'incitent à poser la question d'une autre façon.

Tout d'abord (et c'est là un domaine où je ne peux livrer que des impressions vagues, n'étant nullement spécialiste de la question), il me semble y avoir une coupure entre la production littéraire romanesque et les productions littéraires ou para-littéraires plus vivantes et plus populaires. Sans

doute les romanciers ont-ils tardé à utiliser la ville comme cadre de l'action de leurs héros et même ne nous présentent-ils qu'une ville squelettique. Mais en est-il ainsi dans le théâtre ? Gratien Gélinas et Marcel Dubé sont d'emblée des urbains. Avant eux, les boulevardiers et les comiques populaires étaient des urbains. Gilles Vigneault nous parle non du monde rural, mais de la mer et de la forêt. Claude Léveillé, Clémence Desrochers, Marie Savard et bien d'autres nous parlent des cheminées et des poubelles quand ce n'est pas des fleurs d'asphalte.

Passons à d'autres observations qui sont peut-être moins subjectives. Dans l'étude que j'ai menée avec mon collègue Marc-Adélarde Tremblay,¹ non seulement les besoins et les aspirations étaient-elles les mêmes dans les milieux ruraux et urbains, mais l'attachement à certaines valeurs définies comme traditionnellement rurales se partageaient également entre la population rurale et urbaine. On retrouvait à Montréal autant de « traditionnels » que de gens qui rejetaient ces valeurs traditionnelles; en revanche, on trouvait dans le milieu rural autant de gens qui acceptaient les valeurs nouvelles que de gens qui restaient attachées aux anciennes. Dans le cas des urbains, la date d'immigration n'était pas en relation avec cet attachement aux valeurs traditionnelles. Dans un autre ordre d'idées, l'étude récente de Rioux et de Sévigny² réanalysée par M^{me} Savard³ montre qu'en utilisant la définition de l'autonomie telle qu'employée par Rogers, les jeunes ruraux sont plus autonomes que les jeunes urbains. L'autonomie rogérienne devrait être une caractéristique urbaine.

Les études de Philippe Garigue font état de la survivance de la « famille étendue » dans le milieu urbain⁴ alors que mon étude en collaboration avec Marc-Adélarde Tremblay montre que les formes de loisirs les plus répandues dans le milieu urbain impliquent la visite de la « famille étendue ». Ce ne sont pas là toutefois des survivances, comme on pourrait d'abord l'imaginer, vu que des études semblables faites dans le plus vieux quartier urbain de Londres rapportent des résultats semblables. En fait, l'éclatement ou la perte de signification de la famille qui était prévue par le modèle de l'« École de Chicago » se réalise actuellement, au Québec, beaucoup plus dans ce qu'on est convenu d'appeler le milieu rural que dans le milieu urbain. Inversement, la réorganisation de la famille en une nouvelle unité significative semble s'accélérer dans le milieu urbain et contredire encore une fois les « modèles » trop rigides de la société urbaine.

¹ Marc-Adélarde TREMBLAY et Gérard FORTIN, *Les comportements économiques des familles salariales du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964.

² Marcel RIOUX et Robert SÉVIGNY, *Les nouveaux citoyens*, Montréal, Les éditions de Radio-Canada, 1965.

³ Thèse en préparation, par madame Raymonde SAVARD, Département de sociologie et d'anthropologie, Université Laval.

⁴ Philippe GARIGUE, *La vie familiale des Canadiens français*, Montréal, Paris, Presses de l'Université de Montréal, Presses Universitaires de France, 1962.

Ainsi, à la question de savoir si nous sommes devenus des urbains, les faits semblent répondre par une autre question : sommes-nous devenus des citoyens d'une société industrielle ou avons-nous gardé des schèmes de société pré-industrielle ? Cette nouvelle question s'adresse aussi bien à ceux qui résident physiquement dans des villes fortement concentrées qu'à ceux qui résident dans ces nouvelles villes-régions à faible concentration. Au moment où la réalité de la ville concentrée est en voie de disparition, allons-nous nous préoccuper de savoir comment vivre dans ces villes disparues ? Ne vaut-il pas mieux nous demander quelle sera la place et le rôle de la ville dans une société industrielle qui est et qui sera la nôtre, et quel équilibre nouveau il nous faut trouver entre la concentration et la déconcentration, entre les relations de type primaire et les relations de type secondaire, entre les fonctions de création intellectuelle et les fonctions de production, entre la vie privée et la vie publique, entre les lieux de résidence, les lieux de travail et les lieux de loisir ?

QUI CHOISIRA ET COMMENT ?

Si le processus d'urbanisation totale est déjà pleinement engagé, il est loin d'être terminé. Plus encore, ce processus se fait actuellement de façon aveugle sans aucun contrôle volontaire. Pour éviter les coûts économiques et sociaux inévitables de cette urbanisation totale aléatoire, certaines actions et certaines interventions volontaires s'imposent. Notre intention n'est pas d'indiquer les démarches et la planification qu'il faudrait suivre pour arriver à une définition véritable de ce que sera le Québec urbanisé ni les moyens à prendre pour réaliser cet objectif. Nous voulons cependant souligner que des mécanismes existent déjà qui soulèvent deux ordres de problèmes dialectiquement complémentaires. D'une part, on tend vers le regroupement municipal sinon vers la création de gouvernements régionaux ; d'autre part, une revendication de plus en plus forte pour la participation locale se fait sentir. Ainsi l'urbanisation totale du Québec pose à celui-ci les deux grandes questions fondamentales de toute société moderne : l'efficacité dans une action concertée de développement ; une redéfinition de la démocratie. Bien sûr, nous n'ambitionnons pas de régler ce problème fondamental durant ce colloque, mais nous désirons seulement présenter quelques travaux empiriques qui alimenteront nos discussions et celles qui continueront après le colloque.

Comment gouverner et administrer ces nouvelles villes, que ce soit les métropoles ou ces nouvelles villes-régions ? À première vue, l'appareil gouvernemental municipal établi à partir d'un modèle urbain pré-industriel semble complètement inefficace. Regroupement municipal et développement régional sont non seulement des notions discutées par les politiciens mais des réalités qui s'inscrivent de plus en plus concrètement dans notre société.

Problèmes posés dans la vie quotidienne à tous nos gouvernants, ces problèmes de regroupement municipal, de polarisation volontaire, de développement régional commencent à peine à être abordés par les chercheurs. Encore une fois, nous risquons de n'en faire que de belles théories a posteriori. Gouvernement métropolitain, regroupement municipal, gouvernements régionaux proposés par certains conseils économiques régionaux, commissions scolaires régionales, relations entre régionales scolaires et administrations locales scolaires, décentralisation administrative au niveau régional, — autant de phénomènes qui ont lieu chez nous actuellement et que, sauf certaines exceptions, nous avons négligé à la fois d'étudier et de prospector.

En même temps que notre société cherche à éliminer le centre local de gouvernement pour le remplacer par le centre régional, en même temps que les villes-régions doivent se donner des administrations plus fortes et plus centralisées pour satisfaire aux besoins et aux exigences de leur population, la revendication d'une participation directe des citoyens aux décisions se fait sentir. Comme je l'ai déjà signalé au précédent colloque, il y a deux ans, nous sommes en pleine crise de pouvoir et en pleine crise de redistribution du pouvoir.¹ Ce sont peut-être les conseils d'orientation économiques régionaux qui, jusqu'à maintenant, ont posé le plus brutalement ce problème de la redéfinition des pouvoirs et de la démocratie. Des études sont en cours actuellement sur ces conseils régionaux et la présentation des résultats de ces études aurait pu figurer au programme de ce colloque, dans la mesure où elles font état de l'idée de villes-régions dont j'ai parlé plus haut.

Nous avons cependant préféré traiter le problème de la remise en question de la démocratie au niveau du gouvernement municipal. À ce niveau, deux modèles semblent se dessiner et nous avons essayé de présenter des illustrations de chacun. Le premier modèle semble être celui d'une revendication de participation directe des citoyens dans la forme de regroupement encore mal définie que sont les ligues de citoyens. Bien que le terme de ligues de citoyens soit un terme depuis longtemps utilisé dans notre milieu, la réalité dont nous entendons parler au cours de ce colloque est plus récente et correspond à une redéfinition de ces ligues par suite d'un travail d'animation dans les milieux défavorisés ou dans les milieux soumis à la rénovation urbaine. Une caractéristique de ce premier modèle de revendication à la participation est que c'est en tant que citoyen que l'on veut avoir son mot à dire dans le gouvernement des villes anciennes et nouvelles.

Le deuxième modèle, au contraire, revendique la participation non pas à partir du titre de citoyen, mais à partir du titre de membre d'un groupe d'intérêt, le plus souvent d'un groupe d'intérêt économique. Selon ce modèle, c'est en tant que syndiqué, patron, commerçant, chômeur ou assisté social que l'on veut avoir son mot à dire dans le gouvernement des affaires municipales.

¹ Gérald FORTIN, « Transformation des structures du pouvoir », *Recherches sociographiques*, VII, 1-2, janvier-août 1966, 87-97.

pales ou régionales. Entre ces deux modèles existent un grand nombre de modèles mixtes qui combinent à la fois la représentation comme citoyen et la représentation comme groupe d'intérêt — modèles mixtes que l'on trouve surtout dans les conseils régionaux.

À ce point de vue, le cas de la chambre de commerce, qui est présenté dans un chapitre suivant, offre un intérêt particulier en ce sens qu'il combine, selon les milieux, l'un et l'autre modèle à divers degrés. Groupe d'intérêt dans une ville comme Montréal, la chambre de commerce devient pratiquement l'équivalent d'une ligue de citoyens ou d'une coopérative de développement dans le cas des petites villes.

Il aurait été intéressant de voir comment le syndicalisme ou le mouvement coopératif, ou même le mouvement proprement patronal, cherchent à s'insérer dans cette aventure de la participation municipale ou régionale. Encore une fois, nous devons avouer que le manque de recherche ne permet pas de poser véritablement le problème.

Durant ce colloque, nous cherchons davantage à établir ce que nous connaissons du processus d'urbanisation que nous avons subi dans la province de Québec. Même si ce processus nous a conduits à une urbanisation totale, il s'agit d'un processus en marche et non d'un état définitif. Nous sommes cependant à un moment où des choix s'imposent, non seulement quant aux caractéristiques physiques de cette ville qu'est le Québec, mais surtout quant au genre de vie que nous voulons y mener et au genre de démocratie que nous voulons y vivre. Même si l'objet des travaux du colloque est plutôt descriptif et positif, l'effort de prospective reste présent dans nos discussions.

Une des caractéristiques les plus importantes du néo-nationalisme québécois est qu'il a accepté la gageure de transformer le Québec en société moderne. Accepter d'être une société moderne signifie toutefois accepter d'aller jusqu'au bout du processus d'urbanisation qui est déjà engagé. Cela veut dire en même temps orienter ce processus afin que puissent s'instaurer les structures nécessaires à une participation véritable. C'est là une des tâches les plus importantes auxquelles nous devons nous attaquer collectivement. Il est d'ailleurs déjà trop tard pour choisir autre chose. Nous sommes condamnés à être créateurs.

Gérald FORTIN

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*